

APERÇUS DU RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

Carlos G. Gómez Restrepo, F.S.C.
District Lasallien de Bogota
carlos.gomez@lasalle.edu.co

RÉSUMÉ

À partir de la réalité colombienne et latino-américaine en général, cet article traite des dimensions possibles d'une éducation engagée dans la construction de la paix. L'auteur propose d'enrichir les concepts minimaux nécessaires pour comprendre non seulement l'histoire et l'évolution des conflits, mais également la réalité actuelle ; de respecter les espaces éducatifs afin que la paix puisse avoir un impact sur le programme scolaire ; d'éduquer dans le respect de l'écologie et la protection de la maison commune ; et enfin, de renforcer la responsabilité sociale des écoles et des universités vis-à-vis des processus de paix.

Mots-clés : éducation, construction de la paix, réconciliation, démocratie libérale, institutionnalisation, enrichissement conceptuel, espaces éducatifs, écologie, maison commune, responsabilité sociale, force publique ou armée, justice transitionnelle, impunité, plan d'études.

Parler d'éducation et de consolidation de la paix est une question qui revêt toujours la plus haute importance. Tout observateur attentif à la réalité du monde peut facilement remarquer que soufflent des vents de violence généralisée, de terrorisme, d'exacerbation de conflits, pas nécessairement de guerres extérieures (des risques, oui, mais également des guerres réelles) mais de conflits internes, lesquels peuvent facilement s'intensifier. J'écris ces notes dans le contexte du cas colombien, et en me basant davantage sur l'expérience plutôt que sur le contenu de livres ; pourtant, les situations sociopolitiques de plusieurs pays d'Amérique latine sont reflétées dans cet article, qui subissent des moments de tension, des gouvernements despotiques et des guerres quasi-civiles.

Je pense que les universités et les écoles n'ont pas toujours traité ces questions si sensibles dans nos pays avec tout le sérieux qu'elles méritent. Et les problématiques au sein des institutions, les problèmes de comportement, de certification, de qualité et d'administration se sont davantage concentrés sur les préoccupations institutionnelles internes, perdant de fait la vision critique du contexte dans lequel l'éducation joue un rôle fondamental. Pas le seul, certes, mais duquel la société attend un mot d'ordre. Ces contributions cherchent à comprendre une partie des responsabilités du rôle que l'éducation formelle peut jouer dans nos contextes, et dans laquelle

certaines de ces enjeux devraient être introduits, surtout en ces années d'importance capitale pour l'histoire de bon nombre de nos pays.

78

Oui, la paix dépend de sa mise en commun, des sociétés et, bien sûr, des éducateurs. La paix n'est ni libérale ni conservatrice, ni de gauche ni de droite, ni réservées aux riches ou aux pauvres, ni aux vieux ni aux jeunes, et elle ne dépend pas uniquement de la bonne volonté des protagonistes des conflits. La paix appartient à tous, c'est un bien public, tout comme l'éducation. Elle appartient à la société dans son ensemble, laquelle doit comprendre et agir en conséquence car nous sommes tous acteurs et protagonistes des processus de construction de la paix. Par exemple, la paix ne sera pas envisageable si les esprits ne sont pas désarmés, si nous ne travaillons pas consciemment dans les lieux et les instances où vit chaque citoyen pour y parvenir. La paix est nécessaire au sein même des familles, la paix dans nos quartiers et avec nos voisins, la paix au travail, la paix à l'école, la fin de la violence subie par les femmes ou ceux qui pensent et vivent différemment, la fin de la violence domestique, la paix dans nos attitudes et la paix dans nos relations.

Dans ce contexte, il me semble essentiel, en pensant au secteur de l'éducation, d'avoir des idées claires qui, sous forme d'axiomes, peuvent aider à comprendre la relation entre éducation et construction de la paix :

1. L'éducation, et sa capacité de transformation, est une instance puissante et irremplaçable dans la formation des critères et la construction du tissu social.
2. Il est impératif de croire en la capacité des citoyens, et en particulier des jeunes et des enfants, à emprunter les chemins de la réconciliation et, espérons-le, du pardon.
3. La consolidation de la paix implique, entre autres choses, la construction de sociétés plus équitables, comme suit :
 - a. La quête intentionnelle et conjointe de l'équité
 - b. Le renforcement ou la crédibilité des systèmes judiciaires
4. Il est nécessaire de défendre la démocratie libérale qui implique la séparation des pouvoirs, leur indépendance et leur interdépendance, le respect de l'État de droit social et la défense de la liberté.
5. L'éducation est un espace unique d'institutionnalisation qui permet de comprendre, entendre et soutenir les institutions dans leur rôle de garantes de la démocratie et instruments nécessaires à l'organisation de la vie sociale.

Ainsi, dans ce contexte de convictions, j'estime que les aspects suivants sont notamment fondamentaux et doivent être pris en compte à l'heure actuelle dans le monde, sans ignorer, bien entendu, le fait que les réalités nationales varient et que les facteurs culturels jouent un rôle prépondérant. En fait, les conflits ne sont pas de même nature. Il y a ceux dont le facteur central relève d'un problème de nature ethnique, ceux résultant de positions politiques mutuellement exclusives, d'autres d'origine religieuse, d'autres encore davantage issus de problèmes frontaliers, nombre de personnes ayant à cœur la richesse minière ou commerciale potentielle des territoires.

Cependant, l'éducation, quels que soient l'origine et le cœur du conflit, peut être d'un grand secours. Je pourrais souligner quatre dimensions à prendre en considération et qui représentent un soutien primordial en matière d'éducation, à savoir le respect :

79

1. De l'enrichissement conceptuel ou les connaissances minimales que les programmes et activités académiques doivent apporter afin de comprendre l'histoire et l'évolution des conflits et l'état actuel de la situation. La paix doit avoir un impact sur les programmes scolaires.
2. D'espaces éducatifs qui vont au-delà du programme : un programme scolaire élargi.
3. De l'écologie intégrale et la protection de la « Maison Commune ».
4. De la responsabilité sociale des écoles et des universités.

Premier aspect : L'enrichissement conceptuel

Je suis convaincu que les universités et les écoles ne peuvent pas présumer ou tenir pour acquis que les étudiants sont au clair, conceptuellement parlant, quant aux idées-forces des processus sociopolitiques et processus connexes d'origine, de l'histoire, des jalons, des mythes et des développements qui soutiennent les conflits et la violence. L'existence d'une éducation sociopolitique et d'une histoire comparée minimale s'impose, ce afin de permettre, d'une part, d'être critique à l'égard des processus idéologues et souvent manipulateurs et, d'autre part, de constituer un patrimoine important dans le but d'élaborer des critères et bâtir un cadre argumenté nécessaire et suffisamment solide pour un étudiant qui prétend être un citoyen informé. Il est bien sûr nécessaire d'essayer d'aborder avec un esprit critique les idées soutenant les différentes factions ou acteurs des conflits et de comprendre pour quelle raison elles alimentent l'escalade de la violence.

La liste pourrait devenir interminable dans le sens où elle inclut, dès le départ, la définition même de la politique, des processus électoraux et de participation, des systèmes gouvernementaux et de la démocratie : le minimum d'éducation civique de base, chaque fois plus absente de l'éducation formelle. Mais je veux me concentrer sur certains aspects qui me semblent fondamentaux et qui entraînent toutes sortes de désorientations et de manipulations mesquines, là où les intérêts acquis prévalent et non le bien commun.

- a. *Institutionnalité et société.* L'idée a percé, surtout en Amérique latine, selon laquelle la façon de transformer la société est de détruire ou d'affaiblir les institutions étatiques. S'il est vrai que les institutions ont besoin de réformes, de mises à jour et de transformations, celles-ci doivent s'inscrire dans le cadre institutionnel lui-même. Certes, les branches du pouvoir sont sérieusement remises en question : la méfiance à l'égard de l'administration judiciaire est réelle, la corruption semble inattaquable, les parlements ou les congrès ne semblent pas saisir au mieux les besoins de la population, ni fournir les meilleures solutions aux problèmes les plus sensibles de la majorité des citoyens. Une grande partie de la population pense que les parlementaires légifèrent moins pour le bien commun que pour apporter des avantages à des groupes particuliers.

Les gouvernements, à leurs différents niveaux, doivent résolument entreprendre la mise en œuvre de politiques publiques pour surmonter avec fermeté et rapidité les situations qui seront toujours un terrain propice à de nouvelles violences : inégalités, problèmes fonciers, situation sur le terrain, pouvoir quasi-monarchique de certains groupes de pouvoir, prostration de l'éducation qui devrait notamment mettre les individus sur un pied d'égalité face aux opportunités ; et il nous faudra également contribuer au renforcement institutionnel pour garantir la paix. Cela exigera sans aucun doute des citoyens qu'ils exercent un contrôle politique et qu'ils participent à la reddition des comptes.

- b. *Démocratie fortifiée* : Ce sera également le test décisif de la démocratie en Amérique latine : l'inclusion et l'équité ou, au contraire, la prolongation de l'injustice seront le préambule et le déclencheur de toute aventure politique qui aboutira à des dictatures déguisées en démocraties plébiscitaires avec, pour réalité, une démocratie qui se retourne contre elle-même. Toutefois, le renforcement de la démocratie va bien au-delà de la participation électorale, importante, certes, mais insuffisante pour construire conjointement et solidairement la société. Une éducation de qualité pour tous est une condition fondamentale pour la consolidation de la démocratie : une société bien éduquée et un peuple correctement informé sont la garantie de démocraties efficaces, fortes et inclusives.
- c. *Forces publiques ou armées* : les forces militaires et de police, en tant que garants du Pacte social et de la construction de la paix. Il est urgent que nos institutions éducatives enseignent le rôle des forces publiques dans une société qui vit ou tente de sortir d'un conflit mais sur laquelle pèsent des menaces externes et internes qui ne se résoudront pas automatiquement par le biais d'une négociation. Les processus de transition vers de nouveaux modes de gestion des conflits sociaux, l'institutionnalisation, la reconstruction du tissu social, la coexistence des citoyens, le renforcement des territoires, entre autres aspects, exigent une nouvelle compréhension du sens du monopole de la force, du rôle fondamental des militaires et de la police comme forces préventives, en tant que vecteurs de consolidation de l'État dans des territoires depuis longtemps oubliés, et comme garants de la paix.

En fait, la société dans son ensemble doit comprendre que les forces armées ont des missions fondamentales à mener qui ne peuvent à aucun moment signifier leur démantèlement ou leur affaiblissement. Dans le cas de l'Amérique latine, d'autres dimensions gravitent autour de problèmes de violence qui ne peuvent être ignorés, comme notamment les menaces liées aux trafics de drogue, à la contrebande, à l'exploitation minière illégale, aux intérêts économiques et politiques des puissances mondiales, qui continueront très probablement à coexister tout en déformant les processus sociaux, économiques et politiques, et en générant la violence.

Cependant, il est également important de souligner le fait que, si la dynamique interne du pays se transforme, les forces armées seront amenées à tracer de nouveaux profils au fur et à mesure que s'établit la normalisation institutionnelle. Les forces militaires sont davantage concentrées sur leur travail constitutionnel et leur propre nature relative à la

protection des frontières et des menaces extérieures, alors que les forces de police, elles, s'orientent vers la prévention du crime, la sécurité publique et la promotion de l'ordre interne.

81

Les forces armées, dans le cas de l'Amérique latine, avec son histoire complexe de coups d'État, de dictatures, d'alignements politiques partisans, de monopole, non seulement en ce qui concerne les armes mais, dans certains cas, de facteurs économiques illégaux, joueront toujours un rôle prépondérant dans les processus de paix, de démocratie, de violence, de respect ou de violation des droits humains. Il suffit de voir le rôle qu'elles jouent dans des pays tels que le Venezuela, la Colombie, le Brésil, le Nicaragua et Cuba, ou les propositions du nouveau gouvernement mexicain d'avancer vers une « Garde nationale » dont la nature et la subsistance constitutionnelle sont inconnues.

- d. *Justice transitionnelle contre impunité.* La façon dont ces concepts ont été manipulés, déformés et sont devenus malveillants est fort inquiétante. Peu de gens dans les institutions éducatives ont une compréhension claire du sens, de la portée, du contenu et des implications de la justice transitionnelle ; la colonne vertébrale des processus de conflit qui impliquent des négociations entre des factions clairement définissables, et qui conduiront inévitablement à des processus de transition en matière de justice.

L'histoire de l'Amérique latine est riche d'exemples d'impunité, aujourd'hui présentés comme des processus de justice transitionnelle, et même de transitions conduites sous l'égide du « pardon et de l'oubli », ce qui n'a entraîné que de nouvelles violences. Le problème est que le cœur de la transitionnalité est la Vérité, laquelle est généralement la première sacrifiée et qui apparaît peu dans les processus précédents de notre histoire ainsi que dans le discours de ceux qui voient toutes les négociations comme une porte ouverte à l'impunité. Cette question ne pourrait pas non plus être abordée sans voir d'autres processus au-delà de nos frontières qui illustrent bien la signification pratique d'une telle approche contemporaine de la justice en temps de conflit armé et de violence sociale.

Le discours simpliste consistant à s'opposer aux négociations entreprises dans le cadre des conflits consiste à dire qu'il est impensable que les auteurs, indépendamment des noms qui les nomment et des adjectifs qui les qualifient « doivent pourrir en prison ». Encore une fois, comme le pardon et l'oubli : la prison pour empêcher l'émanation de la vérité ou de l'oubli, comme ce fut le cas lors des fréquentes amnisties du XXe siècle, et même lors des processus de transition, au cours des dernières décennies. La justice n'est pas nécessairement synonyme de prison, mais elle est en revanche bel et bien une conséquence et un complément de la vérité, de la réparation, de la restitution et de la garantie de non-récurrence. Ce qui ne doit jamais être sacrifié dans un processus de résolution de conflit, c'est la Vérité.

Les thèmes de cette nature doivent faire l'objet d'étude, de conceptualisation, de discussion et de renforcement dans les processus éducatifs, quels que soient leur niveau et leur nature. Bon nombre d'autres sujets devraient être traités, mais ceux précédemment mentionnés méritent une attention particulière.

Second aspect : Les programmes d'enseignement et au-delà des programmes d'enseignement

82

Les horaires de cours épuisent souvent les programmes d'enseignement de nombreuses institutions. Il suffit d'un certain nombre d'années d'études et de nombreuses matières pour obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire ou de crédits de formation universitaires pour devenir des professionnels. Une telle perspective perd de vue l'« éducation intégrale ou globale » tant préconisée par nos projets éducatifs.

Comment apporter à nos campus et à nos écoles des expériences de pardon et de réconciliation ? Comment établir des espaces de coexistence et de recherche de projets communs dans la différence ? Je pense que nous manquons de créativité, mais, par-dessus tout, de connaissance des modèles et des paradigmes. Nous pouvons croire que de bonnes lectures résolvent des problèmes ou que les expériences racontées surpassent les expériences réelles.

J'ai eu l'occasion de parcourir de nombreuses villes et villages marqués par des conflits politiques et de rejoindre des endroits reculés où la violence fait rage depuis des décennies. J'ai pu rencontrer de nombreuses personnes qui ont souffert dans leur propre chair du pillage, du viol, de la mort de leurs proches et du déplacement forcé. J'ai pu partager avec des jeunes et des adultes dans les villes où, bien qu'elles aient vécu des turbulences conflictuelles, celles-ci n'ont pas été permanentes ou n'ont pas fait trop de dégâts. Je constate ici une tendance frappante : ceux qui n'ont personne à qui pardonner ou avec qui se réconcilier sont les plus enclins à demander l'extermination, la vengeance, la prison et même la peine de mort, et ceux qui savent ce que signifie la guerre réclament la paix, tout en exigeant néanmoins la vérité.

Il est bien évident qu'il s'agit du point central où se jouera la paix en Colombie ; mais c'est également vrai pour les années à venir pour d'autres pays d'Amérique latine qui vivent actuellement des processus douloureux de violence implacable : la vérité sur ce qui s'est passé, la vérité sur les bourreaux, la vérité sur ceux qui ont gardé le silence, la vérité sur ceux qui n'ont pas pu apporter leur soutien, la vérité sur les indifférents, la vérité sur les opportunistes, et même la vérité sur ceux d'entre nous qui pensaient n'avoir rien à voir avec les conflits. L'après-conflit sera ainsi encore plus douloureux que le conflit lui-même et nous devons donc nous préparer et aider à préparer les générations qui peuplent nos écoles et universités.

En Amérique latine, où les pays reconnaissent leurs racines chrétiennes parce qu'elles font partie de l'histoire et du cadre de valeurs de nos cultures, il est urgent, nécessaire et de principe de savoir, penser, accepter et communiquer que le pardon est essentiel dans le christianisme ; c'est un élément constitutif, c'est la voie de l'amour. Il est vrai que dans les pays qui se sentent chrétiens dans leurs inspirations et valeurs, il est difficile de parler de pardon, un mot qui est souvent embarrassant. L'éducation a donc une responsabilité envers la vérité et un défi inévitable à relever en ce qui concerne la création de cadres propices au pardon et à la réconciliation. L'Église catholique a un rôle fondamental à jouer dans de tels processus. D'autre part, le Pape François a été très clair lorsqu'il a abordé ces sujets lors de ses visites en Amérique latine, mais aussi continuellement dans ses discours aux gouvernants de tous les continents. Ainsi, la réconciliation ne concerne pas seulement ceux qui ont mené la guerre. Nous tous, la société entière, devons vivre des processus de réconciliation et de pardon.

Cependant, le programme d'enseignement est fondamental. En Amérique latine, par exemple, cela fait des années que l'histoire et la géographie ne sont pas enseignées, ni étudiées. Dans un amalgame incompréhensible, l'on a fusionné dans le concept des sciences sociales plusieurs réalités qui doivent être étudiées avec intensité, intentionnalité et clarté. L'histoire, pour connaître le chemin de peuples qui ne se sont pas encore consolidés en tant que nations et qui aiment oublier leurs tragédies, amoindrir leurs actes et diluer leur identité ; et la géographie, pour connaître et apprendre à aimer des territoires riches, vastes et variés, les différences régionales qui sont leur plus grande richesse, mais aussi, souvent, une occasion pour exacerber les divisions et appauvrir les projets communs.

Que ne pouvons-nous pas dire sur l'importance de l'étude de la politique, des politiques et des institutions ? Des espaces académiques pour l'étude de la Constitution politique, de la structure de l'État et des institutions qui permettent à chaque pays de fonctionner et fournissent les conditions pour le développement du pacte social s'imposent dans les programmes d'enseignements formels. De même, l'école et l'université doivent encourager dans leurs pratiques quotidiennes l'apprentissage et la pratique de valeurs telles que le respect, la responsabilité, la tolérance, la justice, la solidarité, la fraternité, l'honnêteté, la défense de ce qui appartient à tous. Enfin, l'éducation doit fournir, dans le respect de l'éthique et des valeurs, des connaissances durables, des environnements favorables et des situations génératrices afin que les nouvelles générations d'enfants et de jeunes comprennent l'éthique de la vie civile et la responsabilité de la construction permanente de la paix, de la démocratie et de la vie sociale même.

Enfin, comment ne pas s'inquiéter si l'on a vécu en permanence des cas d'étudiants et de professionnels à même de préoccuper n'importe quel éducateur ? Il semble qu'au cours des dernières décennies, les processus éducatifs et le milieu culturel ont favorisé l'acceptation de l'âge adulte d'une manière qui soit compatible avec les années et les étapes du développement personnel. Les personnes sont censées prendre progressivement conscience de leurs responsabilités et des conséquences de leurs décisions. Il n'est ni sain ni pratique que nous essayions toujours de soutenir des personnes qui oublient leurs devoirs et leurs responsabilités pour exiger des droits. Rien ne fait plus de mal que de ne pas créer les conditions et les environnements permettant aux jeunes de prendre en charge les conséquences de leurs actes et des décisions qu'ils ont librement prises.

Toute décision comporte des obligations et des responsabilités. Ces dernières années, j'ai observé que sous prétexte de soutenir, aimer et aider les jeunes, nous avons créé une génération qui atteint difficilement l'âge adulte et qui reste adolescente des décennies durant, si jamais elle décide de rendre compte de ses décisions et accepte l'âge adulte comme une réalité et un engagement. C'est la raison pour laquelle nous avons fondamentalement généré un relativisme éthique qui ne favorise ni la construction de la société ni l'acceptation des responsabilités qui émanent des décisions.

Troisième aspect : Prendre soin de la Terre et de la durabilité du développement

Les possibilités pour les écoles et les universités d'être des référents éducatifs pour la « citoyenneté écologique » sont énormes. Il ne s'agit pas ici de répéter les propositions éducatives ambitieuses de *Laudato Si*, lesquelles, dès le départ, proposent une éducation dans le contexte des réalités d'une « Maison commune » dégradée, méprisée, surexploitée et négligée. Le Pape François soulève

également le thème de « l'amour civil et politique », indispensable à la construction de la société. Et il va plus loin, jusqu'à évoquer une spiritualité écologique et faire appel à une conversion intérieure profonde, car c'est du fond du cœur qu'un changement d'attitude peut survenir, dans l'évaluation des conséquences écologiques des décisions personnelles et politiques, et que la seule Terre que l'on connaît réclame à grands cris le respect des hommes et de l'humanité pour « la maison commune ».¹

Les programmes scolaires, les pratiques quotidiennes, les contenus, l'étude de l'histoire et de la géographie, les modèles durables qui soutiennent l'économie de l'école, les décisions relatives aux achats et à la consommation, la connaissance des espaces géographiques, la contemplation du paysage et bien d'autres choses trouvent dans l'éducation catholique un espace unique pour croître dans la conscience du rôle que nous jouons tous pour protéger l'environnement, de la responsabilité inhérente à toute décision sociale et personnelle et que chaque action, aussi minime qu'elle puisse paraître, peut avoir des effets constructifs ou destructeurs dans la Maison commune. Oui, l'écologie traverse toute la vie de l'école et de l'université, ses relations, ses propositions pédagogiques, ses critères de qualité, ses contenus et ses pratiques quotidiennes.

Le pape François a abordé le rôle de l'éducation avec véhémence dans la conception et la transmission d'un nouveau paradigme, essentiel pour réussir à surmonter les problèmes de violence, accroître la coexistence, créer de nouvelles idées et de nouveaux styles de vie et types de relations entre les êtres humains avec leur environnement en se sentant partie intégrante de la seule Terre que nous avons, notre « Maison commune ».

Le pape nous a dit qu'« aucune personne ne peut mûrir dans une sobriété heureuse, sans être en paix avec elle-même. La juste compréhension de la spiritualité consiste en partie à amplifier ce que nous entendons par le mot paix, qui signifie beaucoup plus que l'absence de guerre. La paix intérieure des personnes relève, dans une large mesure, de la préservation de l'écologie et du bien commun, parce que, lorsqu'elle est authentiquement vécue, elle se révèle dans un style de vie équilibré joint à une capacité d'admiration qui mène à la profondeur de la vie. » (L.S., 225). Et il va plus loin, parlant clairement du rôle de l'éducation :

... si l'on veut aboutir à des changements profonds, il faut garder présent à l'esprit que les paradigmes de la pensée influent réellement sur les comportements. L'éducation sera inefficace, et ses efforts seront vains, si elle n'essaie pas également de répandre un nouveau paradigme concernant l'être humain, la vie, la société et la relation avec la nature (L.S., 215)

En résumé, une École, une Université qui forme les êtres humains pour qu'ils vivent d'autres modes de vie alternatifs aux logiques de la domination, de la consommation excessive et prédatrice, du manque de respect de la vie, de l'ambition et de l'égoïsme destructif. Il s'agit de changements qui favoriseront des transformations culturelles, qui engendreront d'autres logiques sociales, un nouveau départ, comme le dit le Pape François.

¹ Pape François. *Laudato Si'*, 211.

Quatrième aspect : La responsabilité sociale de nos institutions

En accord avec ce qui précède, j'aime à penser qu'il n'est pas difficile d'être créatif en Amérique latine. Il y a tant à faire et tant à créer qu'il s'agit d'imaginer et de parier sur de nouvelles propositions. Les universités et les écoles doivent concevoir des projets qui promeuvent la construction de la paix en tant que responsabilité, à travers des composantes qui favorisent le pardon, la génération de propositions qui unissent les volontés, qui permettent d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables, évoquent le transfert de technologie pour améliorer la production ou l'habitat, parmi nombre d'autres thèmes.

Mais la responsabilité sociale doit, sans aucun doute, générer des projets basés sur la solidarité, la miséricorde, les opportunités, l'incision et la construction de l'équité. Les universités doivent indubitablement trouver des moyens pour permettre aux talents de débusquer des opportunités au-delà des restrictions souvent imposées par les conditions économiques difficiles d'une grande partie de la société et d'autres facteurs d'exclusion.

Les universités ont fait un travail qui s'est révélé précieux en matière d'histoire et d'analyse de la violence, tant pour comprendre la dynamique sociale de la violence et de la paix que pour démêler le contenu des politiques publiques et les discours des dirigeants, des chefs rebelles, des guérilleros ou d'autres groupes dans la confrontation, et des personnalités influentes. Il y a ceux qui ont mesuré l'impact économique du conflit et ceux qui ont passé en revue les tendances historiques et culturelles qui pourraient expliquer la prévalence et la permanence de la violence. Je crois que de nombreuses œuvres nous ont aidés à comprendre et à mettre en contexte l'histoire difficile que nous avons vécue. Les années à venir devront faciliter des rapprochements nécessaires avec l'histoire et la réalité afin de ne jamais répéter nos barbaries et de pouvoir construire sur des bases solides les nouveaux processus sociaux nécessaires pour promouvoir et rendre durable la paix.

Cependant, je crois que nous devons également explorer d'autres possibilités qui ont trait à la génération de méthodologies, d'ateliers, de thérapies, de projets éducatifs et d'autres espaces sociaux et communautaires afin de faciliter le processus du pardon et la construction d'un nouveau tissu social. Il est certainement plus facile d'expliquer le pourquoi de ce qui s'est passé que d'aller de l'avant, en formulant des idées-forces et des dynamiques sociales qui empêchent que certaines choses se produisent.

Je pense, par exemple, aux nouvelles méthodologies qui seront nécessaires dans l'éducation rurale pour reconstruire le tissu social. En parcourant les campagnes d'Amérique latine, j'ai découvert qu'en plus des terribles tragédies vécues par les paysans en raison des conflits, comme les déplacements, la violence, l'appauvrissement, il y a une autre situation que je pense être la plus difficile à contourner pour l'avenir. Il ne fait aucun doute que la pauvreté est une violence quotidienne qui frappe énormément les populations rurales et, d'une manière particulière, les femmes rurales : souvent de très jeunes mères, avec un grand nombre d'enfants, des pères absents, etc. Le pire impact de la violence sur la ruralité a peut-être été la perte de confiance dans les groupes humains qui devraient se soutenir mutuellement, dans la valeur du mot, dans la familiarité, le crédit et la transparence : une rupture dramatique du tissu social. L'arrivée des acteurs de conflits

a mis fin à ces valeurs fondamentales dans toute société, et ce de manière dramatique sur le terrain, étant donné la nécessité de faire confiance à son voisin et de se soutenir mutuellement.

86

À cela s'ajoute la réalité qui nous montre la situation de l'éducation rurale, laquelle ne peut être qualifiée que de catastrophique : loin de démocratiser et de mettre les enfants et les jeunes sur un pied d'égalité face aux opportunités de l'enseignement supérieur, elle les condamne à une éducation de très mauvaise qualité, perpétuant ainsi la pauvreté. Comment former des enseignants pour l'éducation rurale ? Comment créer les conditions d'une éducation de qualité dans les profondeurs sociales et géographiques de nos pays ? Comment faire de la ruralité un espace de dignité ? Comment contribuer au développement rural intégral et le rendre viable ? Comment transférer des techniques et des technologies pour une production agricole et d'élevage génératrice de richesses et qui contribue à créer des conditions de dignité dans les zones rurales ?

Je ne mentionne que l'aspect rural et l'aspect éducatif, mais il existe également de nombreux scénarios nationaux pour lesquels il est nécessaire que le meilleur de notre recherche soit transférable dans le domaine de l'innovation sociale. C'est un pari fait sur l'avenir et je comprends qu'il est plus facile d'être historien que prophète. Mais il faut prendre des risques, il faut créer, il faut générer des approches qui changent beaucoup d'inerties et modifient les dynamiques sociales, les systèmes de production, les modèles économiques mêmes qui considèrent bien peu la solidarité comme une valeur et l'associativité comme un moyen.

En résumé, les institutions pédagogiques, quels que soient leur nature et leur niveau, doivent intégrer ces questions dans les discussions et les études au quotidien. L'enjeu est de taille : il s'agit de la construction d'une société démocratique et pacifique ou de la perpétuation de la guerre. Aucun latino-américain ne peut ignorer cette réalité et, quelle que soit sa position lorsqu'il négocie la fin du conflit, elle doit au moins être totalement fondée et cohérente. Quel défi passionnant pour les éducateurs et les institutions en ces temps où nous sommes en train de définir l'avenir de l'Amérique latine.

Références

AA.VV. *Basta ya. Colombia: memorias de guerra y dignidad*. Centro Nacional de Memoria Histórica. Bogotá, 2011.

Armstrong, Karen. *Doce pasos hacia una vida compasiva*. Ed. Paidós. Barcelona, 2011.

De Roux, Francisco. *La audacia de la Paz imperfecta*. Ed. Ariel. Bogotá, 2018.

Gamboa, Santiago. *La Guerra y la Paz*. Ed. Debate. Bogotá, 2014.

Nussbaum, Martha. *Emociones políticas*. Ed. Paidós. Barcelona, 2014.

Ospina, William. *De La Habana a la paz*. Ed. Debate. Bogotá, 2016.

Ramírez-Orozco, Mario. *La Paz sin engaños*. Universidad Autónoma de México, 2012.

Torralba, Francesc. *Inteligencia Espiritual*. Plataforma Editorial, Barcelona, 2010.